guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 1940.
Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Paul REYNAUD.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Albert SEROL.

*Le ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Personnel

Cadre général des chimistes des colonies

N° 497 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 14 août 1944 portant création et organisation d'un cadre général des chimistes des colonies et admission de chimistes contractuels dans ce cadre.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 concernant les indemnités de route et de séjour et les passages des officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, et les textes modificatifs et complémentaires subséquents;

Vu les décrets des 9 mai 1936 et 8 juillet 1937, portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraites, et les actes modificatifs ultérieurs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par application de l'article 3 du décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics aux colonies, il est créé un cadre général des chimistes des colonies, dont le statut est celui fixé par les décrets des 9 mai 1936 et 8 juillet 1937 pour le personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies sous réserve des dérogations prévues au présent décret.

ART. 2. — Tout le personnel des laboratoires de chimie minérale est placé sous l'autorité du chef du service des mines, lorsque ce service est autonome, ou sous l'autorité du chef de service des travaux publics et des mines.

ART. 3. — Les grades, classes et émoluments de toute nature, y compris les prestations en nature, ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements, du personnel du cadre général des chimistes, sont fixés par assimilation aux grades correspondants du cadre général des travaux publics et conformément au tableau de concordance ci-après :

	CLASSES	GRADES CORRESPONDANTS dans le cadre général des travaux publics
Chimiste en chef		Ingénieur en chef de 2 ^e classe
Chimiste principal	1 ^{re} classe	Ingénieur principal de 1 ^{re} classe
Chimiste principal	2 ^e classe	Ingénieur principal de 2 ^e classe
Chimiste principal	3 ^e classe	Ingénieur principal de 3 ^e classe
Chimiste principal	4 ^e classe (2 ^e échelon)	Ingénieur principal de 4 ^e classe (2 ^e)
Chimiste principal	4 ^e classe (1 ^{er} échelon)	Ingénieur principal de 4 ^e classe (1 ^{er})
Chimiste	Hors-classe	Ingénieur T.P.C. hors classe
Chimiste	1 ^{re} classe	Ingénieur T.P.C. de 1 ^{re} classe
Chimiste	2 ^e classe	Ingénieur T.P.C. de 2 ^e classe
Chimiste	3 ^e classe	Ingénieur T.P.C. de 3 ^e classe
Chimiste	4 ^e classe	Ingénieur T.P.C. de 4 ^e classe
Chimiste assistant	1 ^{re} classe	Ingénieur-adjoint de 1 ^{re} classe
Chimiste assistant	2 ^e classe	Ingénieur-adjoint de 2 ^e classe
Chimiste assistant	3 ^e classe	Ingénieur-adjoint de 3 ^e classe
Chimiste assistant	4 ^e classe	Ingénieur-adjoint de 4 ^e classe
Chimiste assistant	5 ^e classe	Ingénieur-adjoint stagiaire

ART. 4. — Le nombre d'emplois des fonctionnaires du cadre et leur répartition par colonies est fixé par décret après consultation des gouverneurs généraux et gouverneurs.

ART. 5. — Les admissions dans le cadre des chimistes des colonies ont lieu exclusivement sur titres et dans les conditions ci-après :

Peuvent être recrutés en qualité de chimistes assistants :

1^o — les licenciés ès-sciences, titulaires obligatoirement des certificats de chimie générale et de chimie appliquée;

2^o — les anciens élèves diplômés des écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne, de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy et les ingénieurs-docteurs qui auront, par les notes obtenues et les études spéciales faites, manifesté leur goût pour la chimie minérale et analytique;

3° — les ingénieurs-chimistes diplômés d'un institut de chimie annexe d'une faculté des sciences, les anciens élèves diplômés de l'école de physique et chimie de la ville de Paris, les titulaires du diplôme mention « chimie » délivré par le conservatoire des arts et métiers.

Les admissions en qualité de chimiste assistant sont prononcées par le commissaire aux colonies dans la limite des places disponibles, dont le nombre est fixé chaque année après consultation des chefs des possessions intéressées.

Elles ont lieu en tenant compte des aptitudes et des services antérieurs des candidats sur la proposition d'un comité de classement siégeant au commissariat aux colonies et comprenant :

l'inspecteur général des travaux publics des colonies — président;

le directeur du contrôle ou son délégué;

le directeur du personnel du commissariat aux colonies ou son délégué;

un fonctionnaire de l'inspection générale des travaux publics des colonies chargé des affaires minières et désigné par le commissaire aux colonies sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies;

trois personnalités scientifiques désignées par le commissaire aux colonies.

Toutefois, pendant la durée des hostilités, le comité de classement ci-dessus prévu est remplacé par la commission de classement du personnel dont la composition est fixée par le décret du 17 février 1944.

Peuvent être nommés directement en qualité de chimistes ou chimistes assistants les chimistes en service dans une possession française ne relevant pas du commissariat aux colonies, et ayant un grade au moins équivalent à celui de chimiste assistant.

L'admission de ces agents est subordonnée à l'avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 9 ci-après.

ART. 6. — Les chimistes assistants nouvellement agréés sont astreints dans les conditions fixées à l'article 18 du décret du 9 mai 1936 pour les ingénieurs des travaux publics, à un stage à compter de leur débarquement dans la colonie, de un an au moins, de trois ans au plus, durant lequel ils ne font pas partie définitivement du cadre. Pendant la période de stage, ils perçoivent la solde et les accessoires de solde afférents à la classe à laquelle ils ont été admis.

Toutefois, pour la composition de la commission locale de classement prévue à l'article 18 du décret du 9 mai 1936, le chef de la possession, dans la mesure rendue possible par les effectifs en service dans la localité où siègera la commission, devra prévoir le remplacement d'un ou plusieurs des trois fonctionnaires du cadre général des travaux publics par un nombre équivalent de fonctionnaires du cadre général des chimistes.

Les tableaux prévus aux articles 29 et 30 du décret du 9 mai 1936 comprendront une quatrième partie pour le cadre des chimistes; seront inscrits sur ces tableaux, les chimistes assistants ayant satisfait au stage.

ART. 7. — La nomination définitive est prononcée par le commissaire aux colonies après avis de la commission de classement prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936, telle qu'elle est modifiée par l'article 9 ci-après.

Quelle qu'ait été sa durée, le temps de service accompli, à titre de période de stage, par les chimistes assistants nouvellement agréés, entre en compte pour une année dans le calcul de l'ancienneté exigée pour leur

promotion à la classe ou au grade supérieur à la classe ou au grade dans lequel ils sont définitivement nommés et pour l'accession au grade de chimiste principal.

ART. 8. — Les admissions au grade de chimiste principal ont lieu conformément aux dispositions suivantes:

Peuvent être inscrits au tableau pour ce grade :

1° — les fonctionnaires ayant le grade de chimiste appartenant au cadre général depuis au moins six ans et dont les titres, travaux et services antérieurs auront été jugés suffisants par le comité de classement prévu à l'article 5 ci-dessus.

Leur nomination, qui a lieu au grade de chimiste principal de 4^e classe, 1^{er} échelon, est prononcée par arrêté du commissaire aux colonies dans les conditions fixées à l'article 31 du décret du 9 mai 1936.

Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure;

2° — les chefs de travaux, maîtres de conférences, professeurs des facultés, des écoles supérieures des mines et des institutions ou écoles de chimie mentionnés à l'article 5;

3° — les chimistes en service dans une possession française ne relevant pas du commissariat aux colonies, ayant un grade équivalent à celui de chimiste principal.

Pour ces deux dernières catégories, l'inscription au tableau est subordonnée à l'avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 9 ci-après, qui fixe, compte-tenu des titres, travaux et services antérieurs des candidats, la classe à laquelle ils seront admis.

L'inscription a lieu à compter de la date du procès-verbal du comité ou de la commission de classement. Dans le cas où cette date serait la même, la priorité d'inscription est donnée aux candidats de la première catégorie.

ART. 9. — La commission de classement siégeant au commissariat aux colonies prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936 est complétée :

1° — par une personnalité scientifique désignée par le commissaire aux colonies;

2° — par un fonctionnaire de l'inspection générale des travaux publics des colonies, chargé des affaires minières, et désigné par le commissaire sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

Néanmoins, pendant la durée des hostilités, la composition de la commission de classement prévue par l'article 38 du décret du 9 mai 1936 et complétée comme il est dit ci-dessus, est complétée suivant les prescriptions édictées par le décret du 17 février 1944.

Par dérogation aux règles générales d'avancement fixées par le décret du 9 mai 1936, au cas où un fonctionnaire du cadre général des chimistes des colonies non pourvu du titre de docteur ès-sciences ou de celui d'ingénieur-docteur obtiendrait l'un de ces titres, il lui en sera tenu compte pour un avancement de une ou deux classes.

ART. 10. — La commission d'enquête prévue à l'article 46 du décret du 9 mai 1936 devra comprendre, dans les possessions où le service des mines est autonome, le chef de ce service en remplacement du chef du service des travaux publics.

ART. 11. — Le personnel organisé par le présent décret sera soumis, en ce qui concerne le régime des pensions, aux dispositions du décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation générale de la caisse inter-coloniale des retraites.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 12. — Nonobstant les dispositions du décret du 14 octobre 1936 sur les engagements par contrat, pendant une période qui prendra fin cinq ans après la cessation légale des hostilités, les chimistes contractuels en service à la date du présent décret pourront être nommés dans le cadre général faisant l'objet du présent décret, directement à un grade et à une classe fixés par arrêté du commissariat aux colonies, après avis conforme de la commission de classement locale et de la commission de classement siégeant au commissariat aux colonies.

Pour ce classement, qui ne pourra pas correspondre à un grade assurant aux intéressés un traitement supérieur à celui qu'ils perçoivent comme contractuels il sera tenu compte de leurs titres et diplômes et de leurs services antérieurs. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement dans le nouveau cadre, une solde supérieure.

Pour l'admission des contractuels dans le cadre général il n'est pas fixé de limite d'âge; ils devront cependant, compte-tenu de la validation de leurs services contractuels antérieurs, et éventuellement de leurs services antérieurs civils et militaires admissibles pour le droit à pension — pouvoir prétendre, à l'âge de soixante ans au plus, à une pension dans les conditions stipulées en son article 18 par le décret du 1^{er} novembre 1928 fixant le statut de la caisse intercoloniale de retraites.

Les fonctionnaires et agents des divers cadres généraux et locaux des colonies pourront, s'ils réunissent les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus, être nommés directement dans le cadre général des chimistes des colonies, après avis de la commission de classement siégeant au commissariat aux colonies, à un grade et à une classe pour la fixation desquels il sera tenu-compte de leurs titres, travaux et services antérieurs. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de leur solde, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, dans le nouveau cadre, une solde supérieure.

ART. 13. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 14 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Entreprises industrielles, commerciales et agricoles

Délégations provisoires

N° 498 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 22 août 1944 qui régleme le régime des délégations provisoires pour la gérance des entreprises industrielles, commerciales et agricoles privées de leurs dirigeants et abroge notamment l'ordonnance du 14 avril 1943 et le décret du 1^{er} novembre 1943.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire au ravitaillement et à la production;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'ordonnance du 14 avril 1943 instituant un régime de délégations provisoires pour les entreprises privées de leurs dirigeants;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1943 sur les interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis, ainsi que la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis;

Vu les décrets du chef des français libres du 15 juillet 1941, sur le fonctionnement des sociétés en territoires ralliés; du 10 août 1941 sur la coordination des agences, succursales ou comptoirs situés en territoires ralliés, d'une même société ayant son siège social en territoire soumis à l'emprise de l'ennemi;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement Provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Le Comité juridique entendu;

* **ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont obligatoirement pourvues d'un délégué provisoire :

1° — Les entreprises industrielles, commerciales et agricoles établies sur les territoires relevant du Gouvernement provisoire de la République française, dont les dirigeants sont immobilisés hors de ces territoires ou privés, du fait des circonstances de guerre, de communication avec elles.

Sont assimilées aux entreprises visées au précédent paragraphe, les sociétés de personnes ou de capitaux qui ne peuvent réunir dans les conditions légales, les assemblées, conseils ou réunions chargés du contrôle ou de l'approbation des comptes.

2° — Les succursales ou établissements situés sur ces mêmes territoires et de quelque forme juridique qu'ils soient des entreprises de la nature exprimée ci-dessus, établies hors de ces territoires, lorsqu'ils sont, du fait des circonstances, privés de communications avec ces dites entreprises;

Toutes les entreprises, établissements ou succursales, visées au présent article, doivent être pourvues d'un délégué provisoire, même si leurs agents présents sur les territoires relevant de l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française, ont, en vertu d'un mandat antérieur à l'interruption des communications, tous les pouvoirs pour assurer leur bonne marche.

ART. 2. — La désignation du délégué provisoire est faite par ordonnance sur requête du président du tribunal civil du siège de l'entreprise, succursale ou établissement industriel ou commercial.

La requête est présentée par la personne ayant tous pouvoirs pour gérer et, à défaut, par toute personne intéressée. Cette requête est accompagnée de toutes indications utiles et éventuellement des pouvoirs existants.

ART. 3. — Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs établissements dans un même territoire, la requête est présentée, pour l'ensemble de ces établissements, au président du tribunal civil du siège de l'établissement considéré comme établissement principal.

ART. 4. — Dans le cas d'une entreprise ayant des établissements situés sur plusieurs territoires placés sous l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française et lorsqu'un délégué est demandé pour